

Brochure n° 3156

**Convention collective nationale**

IDCC : 2149. – **ACTIVITÉS DU DÉCHET**

AVENANT N° 17 DU 25 JUILLET 2006  
RELATIF AUX SALAIRES À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> AOÛT 2006

NOR : *ASET0651051M*

IDCC : 2149

Entre :

Le syndicat national des activités du déchet (SNAD),

D'une part, et

La fédération des syndicats chrétiens des transports CFTC ;

La fédération nationale de l'encadrement des transports et du tourisme  
CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

L'article 3.5 de la convention collective nationale des activités du déchet est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« 3.5. Salaire mensuel conventionnel (SMC)

Le SMC des emplois visés à l'article 3-4 du présent titre est déterminé à partir de la valeur mensuelle du point pour 151,67 heures telle que fixée à l'article 3.6 ci-dessous. Il est calculé en multipliant la valeur mensuelle du point par le coefficient correspondant à chaque emploi.

Toutefois, par dérogation au mode de calcul ci-dessus, le SMC des emplois classés au coefficient 100 de la grille générale des classifications est porté à 1 260 € à partir du 1<sup>er</sup> août 2006. »

## **Article 2**

L'article 3.6 de la convention collective nationale des activités du déchet est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

### **« 3.6. Valeur mensuelle du point**

La valeur mensuelle du point est fixée à 12,48 € pour 151,67 heures à compter du 1<sup>er</sup> août 2006. »

## **Article 3**

Les dispositions du présent accord prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> août 2006.

## **Article 4**

Les parties conviennent d'ouvrir une négociation sur les modalités de calcul du salaire mensuel conventionnel d'ici à la fin de l'année 2006.

## **Article 5**

Le présent accord sera, conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par l'article L. 132-10 du code du travail, à l'expiration du délai d'opposition de 15 jours. Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les article L. 133-8 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 25 juillet 2006.

(Suivent les signatures.)